

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

MARCHE PUBLIC DE FOURNITURE COURANTES

**Fourniture de Médicaments, Dispositifs médicaux,
Matières premières, Produits radiopharmaceutiques,
Denrées Alimentaires Destinées à des Fins Médicales
Spéciales (DADFMS) et Fluides médicaux**

N° du CCAP : 2024-0159 SADMED24

Ce document fixe les règles communes aux futurs marchés spécifiques

**Groupement Hospitalier de Territoire Hôpitaux de Provence
Procédure portée par le Service Central des Opérations Pharmaceutiques de l'APHM
80 RUE BROCHIER
13354 MARSEILLE CEDEX 5**

Pouvoir adjudicateur : Assistance Publique - Hôpitaux de Marseille - 80 rue Brochier - 13354 MARSEILLE Cedex 5

Objet du marché : Fourniture de Médicaments, Dispositifs médicaux, Matières premières, Produits radiopharmaceutiques, Denrées Alimentaires Destinées à des Fins Médicales Spéciales (DADFMS) et Fluides médicaux

Procédure : Appel d'offres restreint (articles L. 2124-2, R. 2124-2 2°, R. 2161-6 à R. 2161-9 et R. 2161-11 du Code de la commande publique)

Technique d'achat : Système d'acquisition dynamique (articles R2162-37 à R2162-51 du Code de la commande publique)

Préambule	4
1 Fonctionnement du pouvoir adjudicateur	4
1.1 Type de pouvoir adjudicateur	4
1.2 Coordonnées du pouvoir adjudicateur	5
1.3 Principes généraux relatifs aux conditions d'exécution du SAD et des marchés spécifiques	5
1.4 Conditions d'exécution des marchés spécifiques	5
1.5 Partage de responsabilité	5
2 Objet et périmètre du SAD	6
2.1 Objet du SAD	6
2.2 Périmètre géographique	6
2.3 Division en lots et classification des produits	6
3 Pièces constitutives du SAD	6
4 Durée du SAD	7
5 Obligations générales des titulaires	7
5.1 Les modalités de candidature au SAD	7
5.2 Changement affectant le candidat admis au SAD	7
6 Protection des données à caractère personnel	8
6.1 Description du traitement de données à caractère personnel	8
6.2 Obligations du titulaire	8
6.2.1 Autorisation de désignation d'un autre prestataire	8
6.2.2 Droit d'information des personnes concernées	9
6.2.3 Exercice des droits des personnes	9
6.2.4 Notification des violations de données à caractère personnel	9
6.2.5 Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations	9
6.2.6 Mesures de sécurité des données à caractère personnel	9
6.2.7 Durée et modalités de conservation des données	10
6.2.8 Sort des données	10
6.2.9 Délégué à la protection des données	10
6.2.10 Registre des catégories d'activités de traitement	10
6.2.11 Documentation	10
6.3 Obligations de l'acheteur	10
7 Contenu et caractère des prix	10
7.1 Forme des prix	10
7.2 Contenu des prix	11
8 Modification des prix	11
8.1 Hypothèse de révisions des prix justifiées par la réglementation applicable aux médicaments	11
8.2 Remises applicables	12
8.2.1 Offres promotionnelles	12
8.2.2 Remise sur chiffre d'affaires	12
8.3 Clause de réexamen des conditions tarifaires du marché	13
9 Avances	14
10 Modalités de règlement des comptes	14
10.1 Acomptes et paiements partiels définitifs	14
10.2 Présentation des demandes de paiement	15
10.3 Délai global de paiement	16
10.4 Paiement des cotraitants	16
11 Modalités de passation des marchés spécifiques	16

11.1	Passation des marchés spécifiques	16
11.2	Objet du marché spécifique.....	17
11.3	Forme des marchés spécifiques.....	17
11.3.1	Commande de fournitures	17
11.3.2	Horaires, lieux et conditions de livraison	18
11.3.3	Délai de livraison	18
11.3.4	Bordereau de livraison	18
11.4	Durée des marchés spécifiques	19
11.5	Pièces du marché spécifique	19
11.5.1	Documents de consultation pour marchés spécifiques	19
11.5.2	Dossier à remettre et contenu de l'offre	19
11.5.3	Echantillons	20
11.6	Obligations spécifiques liées au prix.....	20
11.7	Modalités de remise des offres	21
11.8	Evaluation des offres des marchés spécifiques.....	21
11.9	Notification	21
12	Gestion des ruptures d'approvisionnement	21
12.1	Obligation d'information	21
12.2	Rupture consécutive à une évolution de la réglementation ou à une décision d'une autorité administrative et sanitaire et non imputable au titulaire	21
12.2.1	Produit de substitution	21
12.2.2	Résiliation	22
12.3	Rupture imputable au titulaire	22
13	Développement durable	23
14	Constatation de l'exécution des prestations.....	23
14.1	Vérifications	23
14.2	Décision après vérification	24
15	Pénalités	24
16	Assurances	24
17	Obligations du titulaire	25
18	Exclusion et Résiliation du contrat	25
18.1	Exclusion d'un candidat admis au SAD.....	25
18.2	Résiliation d'un marché spécifique	25
18.3	Exécution par défaut	25
18.4	Redressement ou liquidation judiciaire	25
18.5	Cession	26
19	Règlement des litiges et langues.....	26
20	Dérogations.....	26

Préambule

NOUVEAU CADRE JURIDIQUE des établissements du GHT Bouches du Rhône

Loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires modifiée.

Décret n°2016-524 du 27 avril 2016 relatif aux Groupements Hospitaliers de Territoire (GHT)

Décret n°2017-701 du 02 mai 2017 relatif aux modalités de mise en œuvre des activités, fonctions et missions mentionnées à l'article L. 6132-3 du Code de la Santé Publique, au sein des Groupements Hospitaliers de Territoire.

Instruction ministérielle n° DGOS/GHT/DGFIP/2017/153 du 4 mai 2017 relative à l'organisation des groupements Hospitaliers de Territoire.

La Loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires a prévu la mise en place de **Groupements Hospitaliers de Territoire (GHT)**, par regroupement sur un même territoire de plusieurs établissements publics de santé.

Depuis le 1^{er} juillet 2016, l'Assistance Publique-Hôpitaux de Marseille, le CHPA-CHIAP, le CH de Salon de Provence, le CH d'Arles, les Hôpitaux de Camargue, le CH de Martigues, le CH d'Aubagne, le CH de La Ciotat, le CH d'Allauch, le Centre de Gériatrie Départemental (CGD) 13, le CHS Edouard Toulouse, le CHS Montperrin, le CHS de Valvert et le HIA Laveran se sont constitués en groupement Hospitalier de Territoire.

Ce Groupement initialement dénommé **GHT Bouches du Rhône** par la convention constitutive du 30 juin 2016 a été renommé **Hôpitaux de Provence - Groupement Hospitalier et Universitaire des Bouches-du-Rhône**.

L'établissement support de ce GHT est l'Assistance Publique-Hôpitaux de Marseille.

En tant qu'établissement support, et selon la réglementation en vigueur (Article L.6132-3 du Code de la Santé Publique), **l'AP-HM, depuis le 1^{er} janvier 2018, agit pour le compte des établissements partie au groupement hospitalier de territoire « Hôpitaux de Provence - Groupement Hospitalier et Universitaire des Bouches-du-Rhône ».**

A ce titre, il assure la passation des marchés et de leurs avenants ainsi que leur éventuelle résiliation pour tout ou partie des membres du **groupement hospitalier de territoire « Hôpitaux de Provence - Groupement Hospitalier et Universitaire des Bouches-du-Rhône »** conformément aux dispositions du Code de la Commande Publique.

L'exécution et le suivi des marchés relèvent des établissements **partie au groupement hospitalier de territoire « Hôpitaux de Provence - Groupement Hospitalier et Universitaire des Bouches-du-Rhône ».**

I - GENERALITES

1 Fonctionnement du pouvoir adjudicateur

1.1 Type de pouvoir adjudicateur

L'Assistance Publique - Hôpitaux de Marseille est le pouvoir adjudicateur du présent système d'acquisition dynamique (SAD). **Il est seul habilité à conclure un marché spécifique en exécution du Système d'Acquisition Dynamique, pour le compte de l'un, l'autre, ou la totalité des établissements partie du GHT Hôpitaux de Provence.**

Les établissements partie, bénéficiaires, sont pouvoir adjudicateur dans le cadre de l'exécution du ou des marchés spécifiques auxquels ils sont parties au sens où ils sont responsables de l'exécution des prestations y afférent, et notamment de la passation des bons de commande.

1.2 Coordonnées du pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur, contractant du SAD est :

Assistance Publique - Hôpitaux de Marseille
80 rue Brochier
13354 Marseille Cedex 5

1.3 Principes généraux relatifs aux conditions d'exécution du SAD et des marchés spécifiques

L'Assistance Publique - Hôpitaux de Marseille est le pouvoir adjudicateur pour la passation du SAD. Il demeure seul responsable de toute la procédure de passation du système d'acquisition dynamique et de ses éventuelles modifications.

Les marchés spécifiques seront lancés par l'Assistance Publique - Hôpitaux de Marseille en sa qualité d'établissement support, pour ses propres besoins comme celui des établissements bénéficiaires du SAD.

L'Assistance Publique - Hôpitaux de Marseille est compétente pour :

- accepter ou rejeter les candidatures présentées au titre du SAD ;
- procéder, dans le respect des règles prévues par le Code de la commande publique, à l'organisation de la procédure de passation de marché(s) spécifique(s) dans le respect du dossier de consultation du système d'acquisition dynamique ;
- signer et notifier le(s) marché(s) spécifique(s) ;
- procéder à la passation, à la signature et à la notification des avenants de toute nature pouvant intervenir dans le cadre du ou des marché(s) spécifique(s) ;
- réaliser plus généralement tous les actes relatifs à la modification du ou des marché(s) spécifique(s) ;
- prononcer la résiliation du ou des marché(s) spécifique(s) ;
- gérer les relations pré - contentieuses et les contentieux formés à l'encontre de la passation des marchés spécifiques.

L'exécution des marchés spécifiques relève des établissements bénéficiaires.

1.4 Conditions d'exécution des marchés spécifiques

Les titulaires des marchés spécifiques assurent directement la livraison des fournitures auprès des établissements partie du GHT Hôpitaux de Provence définis dans le marché spécifique.

Le titulaire établit et adresse directement à l'adhérent bénéficiaire du marché spécifique, les factures et autres documents justificatifs permettant le règlement des sommes dues par le comptable du bénéficiaire (cf. annexe 2 du présent CCAP : Liste des comptables assignataires).

1.5 Partage de responsabilité

L'Assistance Publique - Hôpitaux de Marseille, établissement coordonnateur du SAD, ne peut être tenu responsable de défauts constatés dans l'exécution des marchés spécifiques issus du SAD.

Les contentieux nés de l'exécution des marchés spécifiques relèvent exclusivement de la relation contractuelle établie entre l'établissement bénéficiaire et le titulaire.

En aucun cas pour quelque motif que ce soit, les contestations, qui pourraient survenir entre le bénéficiaire et le titulaire, ne peuvent être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension, même momentané, des prestations à effectuer.

2 Objet et périmètre du SAD

2.1 Objet du SAD

Le système d'acquisition dynamique (SAD) est un dispositif électronique qui permet de présélectionner un ou plusieurs opérateurs économiques, pour des achats d'usage courant selon les dispositions de l'article R2162-38 du code de la commande publique, le système d'acquisition dynamique respecte les règles de l'appel d'offres restreint sous réserve des dispositions des articles R. 2162-39, R. 2162-41 à R. 2162-47 et R. 2162-49 à R. 2162-51.

Ce système d'acquisition dynamique est conclu sans engagement minimum ou maximum, et a pour objet la fourniture de Médicaments, Dispositifs médicaux, Matières premières, Produits radiopharmaceutiques, Denrées Alimentaires Destinées à des Fins Médicales Spéciales (DADFMS) et Fluides médicaux.

Le système d'acquisition dynamique est subdivisé en 5 catégories, appréciées comme suit :

- ⇒ **Catégorie 1** : Médicaments, Dispositifs médicaux, Matières premières pharmaceutiques avec aussi les préparations hospitalières et les articles de conditionnement et le petit matériel de préparatoire, les alcools, les allergènes;
- ⇒ **Catégorie 2** : Produits radiopharmaceutiques (Trousses radio pharmaceutiques, médicaments pour la TEP, médicaments radiopharmaceutiques, générateurs, dispositifs médicaux), consommables pour les automates de fractionnement et d'injection de radiopharmaceutiques, consommables pour les modules de synthèse ;
- ⇒ **Catégorie 3** : Médicaments dérivés du sang;
- ⇒ **Catégorie 4** : Denrées Alimentaires Destinées à Des Fins Médicales Spéciales (DADFMS) avec la complémentation nutrition orale, la nutrition pour les maladies métaboliques héréditaires et la nutrition pour la pédiatrie;
- ⇒ **Catégorie 5** : Fluides médicaux en réseau et conditionnés, consommables et dispositifs d'administration

Le CCTP décrit, pour toutes les catégories, les caractéristiques générales des produits qui seront susceptibles d'être demandés dans le cadre des marchés spécifiques, cette liste de produits étant évolutive en fonction des besoins des établissements.

Les marchés spécifiques seront lancés par catégorie, l'Assistance Publique - Hôpitaux de Marseille pouvant néanmoins lancer simultanément plusieurs marchés spécifiques.

2.2 Périmètre géographique

Le périmètre de livraison sera précisé lors de chaque marché spécifique.

Les livraisons des fournitures objet du SAD peuvent avoir lieu sur l'ensemble du département des Bouches du Rhône (13), (cf. annexe 1 au CCAP - Liste des établissements du GHT Hôpitaux de Provence).

2.3 Division en lots et classification des produits

Les marchés spécifiques seront allotés. Le détail de l'allotissement sera précisé dans chaque marché spécifique, en conformité avec la liste des catégories identifiées en annexe 1 au RC.

3 Pièces constitutives du SAD

Les pièces constitutives du SAD sont les suivantes :

- Le Règlement de Consultation et ses 3 annexes :
 - Annexe 1 : Liste des catégories
 - Annexe 2 : Nommage des pièces
 - Annexe 3 : Fiche de renseignements fournisseur

- Annexe 4 : PLACE Guide Utilisateur Général - Opérateurs
- Annexe 5 : PLACE Mode Opératoire - Opérateurs - DUME
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières et ses 2 annexes :
 - Annexe 1 : Liste des établissements partie du GHT Hôpitaux de Provence
 - Annexe 2 : Liste des comptables assignataires
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières et ses 3 annexes :
 - Annexe 1 : Allotissement par catégorie
 - Annexe 2 : Plan de palettisation*
 - Annexe 3 : Document CIP-ACL Fichier photos n°22 des Cahiers 201504 : « Standardisation du fichier photos de produit de santé : médicaments et dispositif médical, dans le cadre de la réponse dématérialisée aux appels d'offres des marchés publics »*.

****Ces documents sont joints dès le SAD afin de pouvoir servir de référence, tout au long de celui-ci pour la réponse aux marchés spécifiques.***

Les conditions générales de vente du titulaire, même imposées habituellement à sa clientèle publique ou privée que ce soit par l'insertion d'imprimés particuliers, de documents annexes ou par tout autre moyen, ne s'appliquent en aucun cas à l'accord-cadre.

Les exemplaires des documents particuliers énumérés ci-dessus et conservés dans les archives de l'Assistance Publique - Hôpitaux de Marseille font seuls foi.

4 Durée du SAD

Pour toutes les catégories, le SAD est ouvert pour une durée de 120 mois à compter de sa date de publication. Cette durée de validité pourra être modifiée selon les dispositions de l'article R.2162-40 du Code de la Commande Publique.

5 Obligations générales des titulaires

5.1 Les modalités de candidature au SAD

L'AP-HM offre, pendant toute la durée de validité du système, un accès libre, direct et complet aux documents de la consultation. **Le délai d'examen de la candidature est porté à 10 jours.**

L'AP-HM pourra interroger le candidat pour obtenir des précisions ou des documents manquants. **Ils pourront être demandés dans un délai de deux jours ouvrables.** Le retard dans la réponse prolongera d'autant le délai d'examen de la candidature **dans un délai maximum de 10 jours.**

L'AP-HM notifie via le profil d'acheteur sa décision d'admission ou de rejet de la candidature.

Il appartient aux candidats de signaler toute modification les affectant et notamment leur situation juridique mais aussi un changement d'adresse ou de personne contact via la plateforme PLACE.

A tout moment au cours de la période de validité du système d'acquisition dynamique, l'AP-HM peut demander aux candidats admis d'actualiser leur dossier de candidature, dans un délai de cinq jours ouvrables à compter de la date d'envoi de la demande.

5.2 Changement affectant le candidat admis au SAD

Le candidat admis au SAD s'engage à informer l'Assistance Publique - Hôpitaux de Marseille de tout changement survenant au cours de la période d'exécution du SAD, affectant :

- l'adresse mail de contact pour tous échanges par la plateforme PLACE,
- la personne ayant qualité pour le représenter,
- la forme de l'entreprise,
- la raison sociale de l'entreprise ou sa dénomination,
- son adresse ou son siège social,
- la cession d'une ou de différentes activités,
- l'acquisition d'une nouvelle activité,

- ses coordonnées bancaires.

Ces changements doivent être signalés impérativement et sans délai à l'Assistance Publique - Hôpitaux de Marseille avant toute nouvelle facturation auprès des bénéficiaires. Ces changements se font sans modification de l'offre retenue au titre du ou des marchés spécifiques notifié au candidat admis au SAD.

Ces modifications peuvent être formalisées par simple échange de courrier ou certificat administratif.

Concernant les changements de coordonnées bancaires, l'Assistance Publique - Hôpitaux de Marseille acceptera la modification de RIB après s'être assuré par tous moyens de la validité du nouveau RIB (formulaire de changement de RIB).

Dans le cas où ces modifications entraînent la substitution du candidat initialement retenu au SAD par un nouveau candidat au sens de l'article R2194-6 du Code de la commande publique, elles font l'objet d'un avenant. Ce nouveau candidat devra au préalable avoir été admis dans le SAD.

6 Protection des données à caractère personnel

Conformément à l'article 5.2 du CCAG-FCS, chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat. Ces règles sont issues du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ci-après désigné « le règlement européen sur la protection des données ».

6.1 Description du traitement de données à caractère personnel

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objet du contrat.

La durée du traitement des données est de 3 ans.

6.2 Obligations du titulaire

Le titulaire s'engage à :

- traiter les données uniquement pour les seules finalités du traitement,
- traiter les données conformément aux instructions de l'acheteur.
- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat,
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité, reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel, et prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen ou du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relatif à la protection des données, il en informe immédiatement l'acheteur. En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, il doit informer l'acheteur avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

6.2.1 Autorisation de désignation d'un autre prestataire

Le titulaire peut faire appel à un autre prestataire, désigné « le sous-traitant ultérieur », pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres prestataires. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement concernées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant ultérieur et les dates du contrat de sous-traitance ultérieur. L'acheteur dispose d'un délai minimum de 6 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ultérieure ne peut être effectuée que si l'acheteur n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions de l'acheteur. Il appartient au titulaire de s'assurer que celui-ci présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées. Le titulaire demeure pleinement responsable devant l'acheteur de l'exécution par le sous-traitant ultérieur de ses obligations.

6.2.2 Droit d'information des personnes concernées

Il appartient à l'acheteur de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données

6.2.3 Exercice des droits des personnes

Le titulaire aide l'acheteur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du titulaire des demandes d'exercice de leurs droits, le titulaire doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique à :
CelluleConformiteRGPD@ap-hm.fr

6.2.4 Notification des violations de données à caractère personnel

Le titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance et par le moyen suivant :

Tout document écrit/mail à la cellule dédié ainsi qu'aux contacts des responsables définis dans l'annexe 1 du CCAP.

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel (catégories et nombre approximatif de personnes concernées par la violation et d'enregistrements de données) ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord de l'acheteur, le titulaire communique, au nom et pour le compte l'acheteur, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins les mêmes éléments que la notification ci-dessus.

6.2.5 Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations

Le titulaire aide l'acheteur pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données ainsi que pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

6.2.6 Mesures de sécurité des données à caractère personnel

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

6.2.7 Durée et modalités de conservation des données

La durée et les modalités de conservation des données sont les suivantes : Durée du marché.

6.2.8 Sort des données

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le titulaire s'engage à détruire toutes les données à caractère personnel.

6.2.9 Délégué à la protection des données

Le titulaire communique à l'acheteur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément au règlement européen sur la protection des données.

6.2.10 Registre des catégories d'activités de traitement

Le titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur comprenant :

- le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels autres prestataires et, le cas échéant, du délégué à la protection des données,
- les catégories de traitements effectués pour le compte de l'acheteur,
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et les documents attestant de l'existence de garanties appropriées le cas échéant,
- une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
 - o la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel;
 - o des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement;
 - o des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique;
 - o une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

6.2.11 Documentation

Le titulaire met à la disposition de l'acheteur, la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'acheteur ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

6.3 Obligations de l'acheteur

L'acheteur s'engage à :

- fournir au titulaire les données visées à l'article "Description du traitement de données à caractère personnel",
- documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le titulaire,
- veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du titulaire,
- superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du titulaire.

II - PRIX ET REGLEMENTS

Il n'est pas attendu d'offres au stade des candidatures.

7 Contenu et caractère des prix

7.1 Forme des prix

Chaque marché spécifique sera conclu à prix unitaires nets HT.

Les prix initiaux figurant au bordereau de prix unitaire (BPU) ou dans l'offre de prix seront établis à la date de remise des offres de chaque marché spécifique.

Les prix unitaires de l'offre seront appliqués aux quantités réellement commandées déduites des remises indiquées dans l'offre du titulaire.

La forme des prix (fermes ou révisables) et, le cas échéant, la formule de révision, seront déterminées par chaque marché spécifique. Qu'une formule de révision soit prévue ou non par le marché spécifique, le titulaire devra adresser son nouveau tarif (à la hausse comme à la baisse) au moins 3 mois avant la date anniversaire du marché spécifique. Il doit fournir ses nouveaux tarifs accompagnés d'une note et de tout document permettant de justifier l'évolution du prix.

Il sera fait application des taux de TVA en vigueur au jour de la livraison des fournitures sauf dispositions réglementaires contraires.

Les taxes réglementaires, autres que la TVA, doivent être intégrées au prix unitaire HT. Aucune taxe réglementaire ne pourra faire l'objet d'une facturation supplémentaire en cours d'exécution du contrat. Cela s'appliquera également en cas d'application d'une nouvelle taxe, sauf disposition réglementaire ou législative contraire.

7.2 Contenu des prix

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG-FCS, les prix seront réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations. Ils devront également contenir les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance ainsi que les frais de transport sauf si des frais de transport particuliers seront définis dans le marché spécifique.

Les frais de manutention et de transport, qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations, seront à la charge du titulaire.

8 Modification des prix

8.1 Hypothèse de révisions des prix justifiées par la réglementation applicable aux médicaments

Les prix du marché seront réglementairement ou conventionnellement modifiés à tout moment à la baisse :

- en cas de modification des prix des médicaments rétrocédables (article L.5126-4 du Code de la Santé Publique) ou inscrits à la liste des médicaments ou dispositifs médicaux pris en charge en sus des prestations d'hospitalisation, l'offre de l'opérateur économique sera révisée à la baisse. Le prix applicable sera le prix de cession ou tarif de responsabilité, au Journal Officiel en vigueur à la date d'émission de la commande.
- en cas de variation des prix fixés par convention conclue entre le CEPS et les entreprises exploitant des médicaments, le prix applicable sera le prix fabricant hors taxe publié (PFHT), sauf avis contraire du titulaire notifié au plus tard le jour de publication du nouveau prix au journal officiel et dans la limite du prix pharmacien hors taxe. Cette baisse s'applique à la date de parution au Journal Officiel sauf information contraire figurant sur le Journal Officiel. Le titulaire communique au pouvoir adjudicateur par voie dématérialisée, au plus tard le jour de parution de l'avis au JO, ses nouveaux prix. Il transmet à cet effet :
 - o L'avis du JO relatif aux prix CEPS
 - o Le nouveau prix

Si le Titulaire omet d'informer l'Assistance Publique - Hôpitaux de Marseille d'une diminution du tarif CEPS, le Titulaire est tenu de procéder à un rattrapage de la baisse de prix et cela depuis la date d'application officielle de cette baisse.

Remboursement de l'écart entre le prix d'achat et le prix de cession ou tarif de responsabilité lors de la publication du prix fixé par le CEPS :

Le titulaire s'engagera à rembourser (avoir ou titre de recettes), à chaque établissement adhérent qui en fera la demande, l'écart de la valeur du stock entre le prix marché et le nouveau prix CEPS publié au JO, pour tous les produits en stock à la date de publication au JO. La demande du pharmacien de la PUI devra se faire dans un délai de 6 mois suivant la publication du nouveau prix CEPS au JO.

Ce remboursement se fera sur la base de la déclaration sur l'honneur du pharmacien de la PUI de l'établissement adhérent.

- En cas d'augmentation du prix publié au JO, l'offre de l'opérateur économique, révisions comprises, restera le prix de référence.

8.2 Remises applicables

8.2.1 Offres promotionnelles

En cours d'exécution du marché spécifique, les prix pourront évoluer à la baisse dans le cadre d'offres de prix promotionnels mises en place à l'initiative du titulaire.

Le titulaire devra adresser dans les meilleurs délais, par écrit à l'Assistance Publique - Hôpitaux de Marseille, le tarif promotionnel. Il précisera la durée de validité de la promotion et la désignation précisera les références concernées.

La baisse de prix s'appliquera aux commandes émises pendant toute la durée de la promotion et se substituera automatiquement aux prix contractuels pendant la période définie.

Les factures émises sur la base des nouveaux prix devront faire explicitement référence au tarif promotionnel qui fera partie des pièces justificatives de la dépense à transmettre au comptable public.

A l'expiration de la période promotionnelle, les prix du marché seront ceux à nouveau en vigueur.

8.2.2 Remise sur chiffre d'affaires

L'application du ou des taux de remise prévu(s), le cas échéant, dans le marché spécifique, s'effectuera à l'expiration de chaque période d'exécution de 12 mois du marché spécifique. La durée de chaque période est entendue sur 12 mois glissants, c'est-à-dire qu'une même période de 12 mois peut s'étaler sur deux années civiles distinctes.

Dans le cas où le marché spécifique s'achève avant l'expiration de la période en cours, et quel qu'en soit le motif, les stipulations de la présente clause demeurent pleinement applicables, le calcul du chiffre d'affaires réalisé s'effectuant alors sur une période allant du lendemain du jour d'achèvement de la période précédente au jour d'achèvement du marché spécifique.

Le calcul du chiffre d'affaires sur la période considérée intègrera le montant HT, après application de la clause de variation des prix le cas échéant, de l'ensemble des produits et prestations prévues au marché spécifique pour lesquelles un bon de commande aura été transmis au Titulaire au plus tard au jour d'achèvement de la période considérée, pour chaque adhérent qui en bénéficiera.

Dans le cas où plusieurs lots ont été notifiés au Titulaire, le montant du chiffre d'affaires à prendre en compte sera celui qui résultera de l'addition des montants ainsi obtenus pour chacun des lots.

Le chiffre d'affaires arrêté dans ces conditions permettra d'identifier le taux de remise applicable. Ce taux sera ensuite appliqué au chiffre d'affaires arrêté dans les conditions du présent article.

Le montant de la remise ainsi calculée sera alors transmis à l'adhérent concerné, par tout moyen écrit y compris dématérialisé permettant d'attester une date certaine, dans un délai maximal de 3 mois à compter du jour d'achèvement de chaque période, dans un état qui fera clairement apparaître pour la période en cause :

- Le numéro du marché spécifique et la période prise en considération,
- Le montant des commandes conclu par l'établissement adhérent, le taux de remise applicable en conséquence et le montant de la remise ainsi obtenue.

L'établissement adhérent disposera d'un délai d'un mois à compter de la réception de cet état pour le valider.

A l'issue de ce délai, dans le silence de l'établissement adhérent, il sera réputé tacitement validé.

A défaut de communication de cet état par le Titulaire dans le délai de trois mois susvisé, l'établissement adhérent arrêtera lui-même un état présentant les mêmes informations, qu'il soumettra au Titulaire. Ce dernier disposera à son tour d'un délai d'un mois pour le valider.

S'il le conteste, il produira à l'établissement un état rectificatif présentant les mêmes informations, en produisant à son appui tout document à même de justifier des écarts rectifiés. A défaut, ou dans son silence, l'état initialement présenté par l'établissement adhérent sera réputé tacitement validé.

Sur la base de l'état ainsi validé, chaque établissement adhérent gèrera directement avec le Titulaire les modalités de versement de cette remise, laquelle ne peut être versée que sous l'une ou l'autre des formes suivantes :

- Avoir,
- Titre de recette,
- Fourniture gracieuse de l'une ou l'autre des références objet du marché spécifique. L'attention du Titulaire est à ce titre attirée sur le fait que le versement de la remise dont bénéficie un établissement sous forme de produits, de prestations ou d'avantages non expressément prévus au marché spécifique, c'est-à-dire non référencés au bordereau des prix unitaires dudit marché, est strictement interdit,
- Fourniture de produits innovants en lien avec l'objet du marché spécifique initial, à l'exclusion de toute proposition d'équipement, de solution informatique, ou de prestation de service, et à la condition que ces produits ne fassent pas déjà l'objet d'une concurrence à caractéristiques équivalentes.

Le choix de l'une ou l'autre de ces formes relèvera de la responsabilité de chaque établissement partie du GHT Hôpitaux de Provence.

8.3 Clause de réexamen des conditions tarifaires du marché

En application des articles L6, L2194-1 et R2194-1 du Code de la commande publique, la présente clause de réexamen a vocation à mettre en œuvre la théorie des circonstances imprévues durant l'exécution d'un marché spécifique.

Cette clause sera applicable en cas d'augmentation du prix des composants indispensables à l'exécution des prestations (comme par exemple les matières premières, les coûts de transports, les coûts de main d'œuvre, etc.) dépassant les limites extrêmes des majorations ayant pu être envisagées par les parties au moment de la passation du contrat.

En effet, dans une telle situation l'application de la clause de révision des prix telle que prévue au marché spécifique ne suffirait pas à en garantir l'équilibre économique.

L'application de cette clause nécessite que le surcoût supporté par le cocontractant de l'administration soit la conséquence directe d'un événement imprévisible, indépendant de l'action des parties, et bouleversant temporairement l'équilibre du contrat.

Dans cette hypothèse :

Le pouvoir adjudicateur/l'acheteur renonce à l'application de la clause de sauvegarde et/ou butoir applicable au marché spécifique; et les parties dérogent à la stipulation relative à la périodicité prévue au marché spécifique, permettant ainsi une révision du prix dès que la situation économique le justifie et pour une durée égale à cette dernière.

A charge pour le titulaire du marché, dès la survenance de l'événement, de présenter, par télécopie ou courrier électronique, sa demande accompagnée de tous les justificatifs étayant la proposition d'augmentation tarifaire en précisant la période d'application souhaitée (date de début et de fin).

Alors, les parties fixeront conjointement la période d'application du nouveau prix au regard de leur connaissance de la situation économique.

Cette période pourra être prolongée à l'issue de la période tant que la situation économique perdure. Dans ce cas avant la fin de la période, le titulaire devra communiquer au pouvoir adjudicateur les éléments nécessaires à une éventuelle prolongation de la dérogation (condition des prix et durée). A la fin de la période d'imprévision, le prix applicable est celui contractuellement arrêté avant l'application de la présente clause.

La périodicité de révision de prix pour la suite de l'exécution du marché s'applique selon les conditions initiales.

La présente clause sera mise en œuvre par le pouvoir adjudicateur par ordre de service.

Aucune augmentation de prix ne peut être imposée unilatéralement par le Titulaire : les prix contractuels du marché spécifique demeurent en vigueur dans l'attente de l'acceptation et de la formalisation par le pouvoir adjudicateur.

Le Titulaire ne peut refuser d'approvisionner les établissements au motif que les prix n'ont pas été modifiés.

9 Avances

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Fournitures Courantes et Services.

Une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,0 % du montant du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,0 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

- Principe et montant de l'avance

Une avance est accordée au titulaire, si celui-ci n'y a pas expressément renoncé dans l'acte d'engagement.

L'avance est accordée dans les conditions définies aux articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-19 du code de la commande publique.

Il n'est prévu aucun versement d'avance lorsque celle-ci n'est pas obligatoire pour le pouvoir adjudicateur.

Il ne sera accordé aucune avance supplémentaire à celle délivrée au titre de l'article R.2191-3 du code de la commande publique.

Pour un accord-cadre à bons de commande sans montant minimum ni maximum, les conditions de délivrance et le montant de l'avance sont déterminés conformément aux dispositions des articles R.2191-3 à R.2191-19 du code de la commande publique.

L'avance n'est ni actualisable, ni révisable.

- Paiement de l'avance

L'avance sera payée dans un délai maximum de 50 jours à partir de la date de notification de l'accord-cadre.

Ce taux est fixé à 5,0 % lorsque le titulaire du marché public est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

L'avance faisant l'objet d'un paiement unique, celle-ci sera récupérée en une seule fois.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

10 Modalités de règlement des comptes

10.1 Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

Il est établi une facture par bon de commande, sauf si un bon de commande donne lieu à plusieurs livraisons, auquel cas il sera établi une facture par livraison.

Dans certains cas et en fonction de l'état d'avancement de la réflexion de chaque établissement partie, celui-ci pourra demander une facturation sous une autre forme (ex : facturation mensuelle).

Toute facture correspondant à une livraison directe dans un service de soins sans accord préalable du ou des pharmacien(s) responsable(s) des approvisionnements, et ce quel qu'en soit le motif, sera rejetée.

En cas d'erreur sur la facture ou en l'absence de pièces justificatives, le délai de paiement sera suspendu jusqu'à réception d'une facture correctement établie et communication des pièces manquantes.

10.2 Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires ;
- 13° Le numéro de TVA intracommunautaire des deux parties (AP-HM = FR90261300081) ;
- 14° La mention « autoliquidation au titre d'une livraison exonérée en application de la directive de 2006 » dans le cas d'une livraison intracommunautaire (pays membre de l'UE).
- 15° La mention « autoliquidation au titre de l'article 283-2 du CGI » dans le cas de produits en provenance de pays hors UE.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Titulaire étranger

La monnaie de compte des accords-cadres est l'EURO. Le prix libellé en EURO restera inchangé en cas de variation de change. Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un pays hors-union européenne sans avoir d'établissement en France ou dans l'union européenne, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification (le code EORI de l'AP-HM est FR26130008100484). Les codes pourront être donnés par les établissements partie si besoin au moment de la notification du marché. Dans le cas où un produit est exonéré de TVA, le fournisseur devra préciser à quel article du Code Général des Impôts (CGI) il se réfère.

Il est demandé au fournisseur d'avancer les frais de douane, les frais de TVA et autre frais inhérents au transport pour permettre une livraison des produits compatible avec la prise en charge des patients. Les fournisseurs devront l'ensemble ces éléments à l'établissement à postériori, en prenant soin d'identifier ces frais à part. Dans ce cadre, le fournisseur devra proposer l'ensemble de ces éléments dans son offre afin que les factures puissent être payées.

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 26130008100484
- Code service : 00 - liquidation toutes factures après commande
- Numéro d'engagement juridique : 2024-0159

10.3 Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement à compter de la date de réception de la facture ou, si la date de réception de la facture est antérieure à la réception des produits, de la date de livraison à l'établissement partie.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le délai de paiement peut être suspendu par l'ordonnateur ou le comptable assignataire quand les justificatifs produits sont insuffisants ou en cas de différends sur les sommes dues au titulaire.

Le paiement de l'accord-cadre s'effectue grâce aux crédits inscrits à l'Etat Prévisionnel des Recettes et des Dépenses (EPRD) de chaque établissement partie au groupement de commande.

La pharmacie de chaque CHU ou CH établissements partie établit un état récapitulatif des remises pour paiement rapide consenties par semestre. A défaut, le CHU ou CH organise tout autre moyen d'obtenir les remises pour paiement rapide en accord avec le fournisseur.

Les modalités de règlement seront prises en accord avec le titulaire.

10.4 Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

11 Modalités de passation des marchés spécifiques

11.1 Passation des marchés spécifiques

Les marchés spécifiques seront lancés par l'Assistance Publique - Hôpitaux de Marseille, support du GHT Hôpitaux de Provence en fonction de la survenance du besoin, pendant toute la durée du SAD.

Tous les candidats admis dans le SAD, et seuls ces candidats, sont invités à présenter une offre dans un délai minimal de 10 jours à compter de l'envoi de la lettre d'invitation à soumissionner à un ou plusieurs marchés spécifiques dans une ou plusieurs catégories du SAD. Les candidats ne sont pas dans l'obligation de remettre une offre : ils pourront être interrogés pour en connaître le motif.

La consultation se déroule uniquement par voie électronique, via la plateforme PLACE.

La lettre d'invitation à soumissionner précisera :

- les modalités d'accès et de téléchargement du dossier de consultation
- la composition du dossier de consultation ;
- les bénéficiaires des marchés spécifiques et l'estimation des besoins ;
- les modalités de remise des offres ;
- les critères de choix des offres et leurs pondérations.

Le dossier de consultation du marché spécifique comprendra notamment un cahier des clauses particulières du marché spécifique visant à compléter le présent CCAP notamment sur les éléments suivants :

- la durée du marché spécifique ;
- le périmètre du marché spécifique, son allotissement, les modalités d'organisation de la multi-attribution le cas échéant et la classification des produits objet du marché spécifique ;
- la forme des prix (ferme ou révisable) et le cas échéant les formules de révision ainsi que les circonstances imprévues;
- les pénalités, les motifs de résiliation et les modalités d'exécution aux frais et risques ;
- les opérations de vérification des opérations quantitatives et qualitatives.

11.2 Objet du marché spécifique

Le cahier des charges du marché spécifique a pour objet de définir précisément les caractéristiques techniques de la fourniture objet du marché et les conditions d'exécution qui n'auraient pas été fixées dans le dossier de consultation du système d'acquisition dynamique, sans qu'il ne puisse toutefois déroger à ce dernier.

Il a notamment pour objet de préciser :

- Le ou les bénéficiaire(s) concerné(s) et, par conséquent, le périmètre géographique de livraison,
- Les catégories concernées : le marché spécifique précisera les produits retenus dans la catégorie concernée,
- Les fournitures visées en termes :
 - Qualitatifs : description technique des fournitures objet du marché spécifique par catégorie
 - Quantitatifs : quantités estimatives avec ou sans minimum et avec maximum

Les termes du marché spécifique ne pourront pas être en contradiction avec les termes du présent CCAP.

11.3 Forme des marchés spécifiques

Les « marchés spécifiques » sont entendus comme des « marchés spécifiques passés sur le fondement du SAD » conformément aux articles R.2162-37 à 51 du Code de la commande publique.

Conformément aux dispositions des articles R.2162-37 et suivants du Code de la commande publique, les parties ne pourront apporter des modifications substantielles aux termes fixées dans le SAD lors de la passation des marchés fondés sur cet accord.

Les marchés spécifiques conclus en mono-attribution ou en multi-attribution selon les indications du marché spécifique feront l'objet d'émission de bons de commande.

11.3.1 Commande de fournitures

Les livraisons ne pourront intervenir qu'après notification des bons de commandes signés par le pharmacien gérant de l'établissement bénéficiaire ou les pharmaciens ayant reçu délégation de signature. Les bons de commande font apparaître les informations suivantes :

- la quantité à livrer,
- la désignation de la fourniture

- Le numéro de référence du produit
- la date de livraison souhaitée,
- l'adresse et le lieu de livraison,
- le montant TTC du bon de commande,
- la référence de l'accord-cadre,
- le numéro de la commande,
- le prix net unitaire HT.

Le titulaire du marché spécifique devra exécuter l'ensemble des prestations qui lui seront commandées par chaque établissement bénéficiaire. Il devra informer systématiquement l'établissement coordonnateur et l'ensemble des établissements bénéficiaires en cas de difficulté de fourniture, même si celle-ci ne concerne qu'un établissement.

11.3.2 Horaires, lieux et conditions de livraison

Les caractéristiques liées à la livraison sont propres à chaque établissement bénéficiaire et seront listées pour chaque établissement bénéficiaire positionnés sur le marché spécifique.

Le titulaire, ou toute personne mandatée par lui pour les besoins de l'exécution des prestations, devra respecter les modalités d'accès et de sécurité propres à chaque établissement.

Le déchargement de la marchandise sera réalisé par le transporteur sous la responsabilité du titulaire. En effet, le titulaire est responsable du transporteur qu'il aura choisi et de toutes les avaries de livraison qui surviendraient du propre fait de ce dernier.

Conformément à l'article 20.3 du CCAG-FCS, le titulaire est responsable du transport de ses produits et il en assure les risques afférents jusqu'au lieu de destination de l'établissement bénéficiaire. Pour les marchandises provenant de l'extérieur de l'UE, il y aura une application de l'incoterms DDP.

11.3.3 Délai de livraison

Le délai de livraison maximum pour toute commande non spécifiée urgente est de 3 jours ouvrables à partir de la date d'envoi de la commande au fournisseur. Le point de départ du délai d'exécution est celui de la date de notification du bon de commande.

En cas d'inachèvement des prestations à la date limite de validité du marché, le délai d'exécution des prestations expire à la date limite de validité du marché, à l'exception des bons de commande émis pendant la validité du marché.

11.3.4 Bordereau de livraison

Les livraisons sont obligatoirement accompagnées d'un bordereau de livraison indiquant :

- le nom du titulaire,
- la date de livraison,
- l'objet de la livraison (sur chaque colis, avec la quantité),
- la quantité à livrer, la quantité livrée par référence,
- la référence du bon de commande,
- le lieu de livraison,
- le numéro de lot ou de série, si possible,
- le nombre de colis et le poids de chacun d'eux.

Le bordereau de livraison en format papier pourra être substitué par un bordereau de livraison dématérialisé uniquement après accord du pharmacien gérant de la PUI, de l'approvisionnement ou des pharmaciens ayant reçu délégation de signature.

Auquel cas, il pourrait être transmis par mail aux personnes concernées.

11.4 Durée des marchés spécifiques

La durée et les délais d'exécution des prestations seront précisés dans chaque marché spécifique.

Les bons de commande pourront être émis pendant toute la durée de validité du marché spécifique.

Aucun marché spécifique ne pourra être conclu après le terme du système d'acquisition dynamique. Un marché spécifique peut toutefois s'achever postérieurement au terme du système, sous réserve que ce dépassement demeure raisonnable et ne méconnaisse pas l'obligation d'une remise en concurrence périodique des opérateurs économiques.

11.5 Pièces du marché spécifique

Les pièces du marché spécifique définies ci-après s'ajoutent au socle contractuel du SAD.

11.5.1 Documents de consultation pour marchés spécifiques

Pour la passation de chaque marché spécifique, le(s) candidat(s) au SAD sera(ont) invité(s) à remettre une offre sur la base des documents de consultation.

Ces documents comprendront au minimum :

- La lettre de consultation mentionnant, entre autres, la date et heure limites, les modalités et adresse de remise des offres.
- Les documents propres à la consultation, à savoir :
 - Le cahier des clauses particulières valant acte d'engagement comprenant le descriptif technique des fournitures ainsi que les conditions générales et / ou spécifiques des règles administratives (forme des prix et modalités de révision le cas échéant, durée du marché spécifique, pénalités, etc.), et ses annexes :
 1. Bordereau de prix unitaire (présenté au format .cmp dans le DCE),
 2. Catalogue des besoins,
 3. Quantification,
 4. Conditions particulières de livraison,
 5. Le questionnaire propre au marché spécifique « prestations fournisseur »
 6. Le questionnaire ou équivalent en lien avec les considérations sociales et environnementales

11.5.2 Dossier à remettre et contenu de l'offre

Les candidats admis au SAD pourront présenter, pour chaque marché spécifique, une offre technique ainsi qu'une offre de prix la plus avantageuse possible pour chacune des fournitures concernées.

Les offres déposées, dans le cadre des marchés spécifiques, devront être conformes aux stipulations du SAD et aux documents propres au marché spécifique.

Les candidats remettront, au minimum :

- Le bordereau de prix dûment complété,
- Les réponses au questionnaire « prestations fournisseur » du marché spécifique,
- Les réponses au questionnaire ou équivalent en lien avec les considérations sociales et environnementales,
- Tout autre document susceptible de démontrer la qualité des prestations attendues, tel qu'il est demandé dans le dossier de consultation du marché spécifique :
 - Mémoire technique
 - Fiche technique
 - Fiche de données de sécurité

- Le plan de palettisation, dûment complétée, sans que son absence n'entraîne toutefois l'irrégularité de l'offre. Le candidat indiquera ainsi les caractéristiques logistiques complètes du produit livré :
 - modes de conditionnement et d'emballage pour les produits proposés,
 - nombre d'unités auquel ils correspondent (exemple : 1 palette = x cartons = y boîtes = z unités),
 - dimensions et poids de chacune des unités logistiques livrées : unité, boîte, carton, palette.
- La description de l'organisation mise en œuvre lorsqu'il décidera d'un retrait volontaire de produits, sans que son absence n'entraîne toutefois l'irrégularité de l'offre. Le candidat indiquera ainsi notamment les modalités d'information et de diffusion dans les établissements, de reprise des produits, d'approvisionnement en produits de substitution.
- Les spécimens et/ou iconographies prévus dans le marché spécifique le cas échéant : le candidat joindra dans sa proposition le ou les spécimens demandés à l'appui le cas échéant des iconographies également exigées, dans les conditions suivantes :
 - **Iconographies** : Elles seront adressées au coordonnateur, et seront obligatoirement remises dans les mêmes délais que l'offre, au format dématérialisé au sein du pli électronique déposé sur PLACE. Les photos/iconographies permettront l'analyse de la présentation du produit et de son étiquetage dans les mêmes conditions que s'il s'agissait d'un spécimen. Le candidat devra transmettre des photos des conditionnements primaires et secondaires tels que définis dans le CCTP. Il pourra également fournir la notice associée au conditionnement secondaire. L'ensemble des documents transmis devront être fidèles au produit ainsi il sera préféré des représentations en couleur.
 - **Spécimens** : Les spécimens seront adressés au coordonnateur, et seront obligatoirement remis dans les mêmes délais que l'offre. Ils feront partie intégrante de l'offre. Le nombre de spécimens demandé par référence sera précisé dans le marché spécifique. Les spécimens envoyés devront permettre l'analyse technique des fournitures pour lesquelles le candidat soumissionne, notamment la présentation des produits et la qualité du conditionnement primaire et secondaire. Le colis contenant les spécimens indiquera l'intitulé de la consultation. Les spécimens devront être réceptionnés à l'adresse ci-dessous, avant la date et heure limites de réception des offres :

Assistance Publique - Hôpitaux de Marseille
80 rue Brochier
SCOP - Bureau 125
13354 MARSEILLE Cedex 5

Chaque spécimen portera une étiquette inamovible indiquant le numéro de lot auquel il se rattachera, le nom du candidat et la référence de la consultation. Les spécimens pourront être fournis non stériles.

11.5.3 Echantillons

Les échantillons seront destinés aux tests réalisés par les établissements testeurs dans le cadre de l'évaluation des offres. Ils seront fournis stériles, le cas échéant.

Pour les produits nécessitant la mise en place de tests, le coordonnateur adressera une demande écrite au candidat précisant les références des articles demandés, les quantités nécessaires, les coordonnées du ou des établissement(s) testeurs et la date limite de livraison. Le candidat s'engagera à respecter les conditions mentionnées dans cette demande.

Les articles fournis comme échantillon ne seront ni repris, ni facturés par le candidat.

11.6 Obligations spécifiques liées au prix

Les prix seront exprimés exclusivement en euros HT.

11.7 Modalités de remise des offres

Il n'est pas attendu d'offres au stade des candidatures.

Les offres seront remises au stade des marchés spécifiques selon les modalités précisées dans la lettre de consultation

Les modalités de remise des offres seront exclusivement électroniques et telles qu'indiquées par l'Assistance Publique - Hôpitaux de Marseille dans les documents de consultation du SAD et du marché spécifique.

11.8 Evaluation des offres des marchés spécifiques

Les critères de sélection des offres et leur pondération pour chaque catégorie seront basés sur le tableau suivant :

Intitulé du critère	Pondération
Qualité technique du produit et prestations du fournisseur	30 à 70 points
RSE	10 à 30 points
Prix	30 à 70 points

Chaque marché spécifique pourra donner lieu à des critères de choix et pondérations spécifiques.

11.9 Notification

L'Assistance Publique - Hôpitaux de Marseille procédera à la notification du marché spécifique au titulaire via la plateforme PLACE.

12 Gestion des ruptures d'approvisionnement

12.1 Obligation d'information

En cas de rupture d'approvisionnement du produit objet du marché spécifique, et quelle qu'en soit la cause (arrêt de commercialisation, fabrication, distribution, rupture de stocks, évolution de la réglementation, contingentement), le titulaire en informera par écrit l'Assistance Publique - Hôpitaux de Marseille, au(x) point(s) de contact(s) habituel(s) du Titulaire pour le suivi d'exécution du marché, sans délai.

Cette information comprendra, a minima :

- Les motifs de la rupture d'approvisionnement;
- La durée prévisionnelle de rupture.

L'Assistance Publique - Hôpitaux de Marseille appréciera les motifs présentés par le titulaire pour décider de la poursuite ou non de l'exécution du marché spécifique.

12.2 Rupture consécutive à une évolution de la réglementation ou à une décision d'une autorité administrative et sanitaire et non imputable au titulaire

12.2.1 Produit de substitution

L'Assistance Publique - Hôpitaux de Marseille acceptera la présentation d'un produit de substitution pour pallier cette rupture, à la condition que cette rupture relève d'un événement extérieur au marché que le titulaire ne pouvait raisonnablement pas prévoir au moment du dépôt de son offre.

Le titulaire proposera alors un produit de substitution, accompagné de la fiche technique du produit. Le produit de substitution devra respecter les mêmes caractéristiques techniques que les produits retenus initialement au marché. Le prix du produit de remplacement palliant la rupture d'approvisionnement ne pourra être supérieur au prix du produit initialement retenu.

Toute opération de substitution de produit devra impérativement recueillir l'accord préalable de l'Assistance Publique - Hôpitaux de Marseille coordonnateur ou de l'adhérent concerné, le cas échéant. Cet accord préalable, daté et signé par l'établissement coordonnateur sera matérialisé par la signature de l'offre de substitution de produit, retournée au titulaire. En aucun cas, le titulaire ne pourra se prévaloir d'un simple accord oral pour la livraison de produits de substitution

En cas de livraison d'un produit de substitution sans accord préalable de l'Assistance Publique - Hôpitaux de Marseille, le produit sera rejeté et sera repris aux frais du titulaire, sans que les dispositions relatives aux opérations de vérification ne s'appliquent.

12.2.2 Résiliation

Dans l'hypothèse où aucun produit de substitution ne pourra être proposé par le titulaire ou accepté par l'établissement coordonnateur, le marché spécifique pourra être résilié pour motif d'intérêt général.

12.3 Rupture imputable au titulaire

Les stipulations du présent article s'appliquent, le cas échéant, dans le respect des mesures particulières prévues pour chaque classe au sein de chaque marché spécifique.

Lorsque le titulaire informera officiellement le pouvoir adjudicateur qu'il se trouve dans l'impossibilité de livrer et que les produits commandés concernent un besoin urgent pour la prise en charge des patients, une procédure d'exécution de l'accord-cadre à ses frais et risque pourra être mise en œuvre sans mise en demeure préalable.

Dans l'éventualité d'une rupture avérée (information d'absence de livraison par les sites) mais pour laquelle le fournisseur ne souhaite pas confirmer par écrit, le pouvoir adjudicateur procédera à la mise en demeure du fournisseur de livrer avec un délai indiqué dans le courrier de mise en demeure. Passé ce délai, sans réponse du fournisseur, le pouvoir adjudicateur mettra en œuvre la procédure aux frais et risques du fournisseur.

Sous réserve que les prestations ne soient pas entièrement exécutées, le titulaire peut être autorisé par ordre de service à reprendre l'exécution des prestations s'il justifie des moyens nécessaires à cette fin dans le délai prévu par les documents particuliers du marché ou, à défaut, dans le délai de trois mois suivant la notification de la décision d'exécution aux frais et risques.

Dans le cas où il n'a pas été autorisé à reprendre l'exécution du marché dans ce délai, le marché pourra être résilié pour faute du titulaire.

La procédure aux frais et risque pourra également être mise en œuvre en cas de résiliation du marché pour faute du titulaire, à la condition que la décision de résiliation le mentionne expressément. »

Dans les cas où le titulaire proposerait des produits de substitution, il devra informer impérativement par écrit le pharmacien responsable de l'établissement support ou la partie concernée dans les meilleurs délais et obtenir son accord préalable avant toute substitution.

Cet accord préalable, daté et signé par le pharmacien responsable, sera matérialisé, soit par retour de télécopie, soit par retour de courriel ou courrier simple.

En aucun cas, le titulaire ne pourra se prévaloir d'un simple accord oral pour la livraison de produits de substitution, également appelés « produits de remplacement ».

Après étude de la proposition si le pharmacien responsable ou la partie concernée refuse le produit de substitution alors il sera mis en place la procédure aux frais et risque.

Dans le cas où un produit n'est plus commercialisé, le titulaire propose au Pouvoir Adjudicateur un produit de remplacement sans modification de prix unitaire dans un délai de 15 jours minimum avant la date présumée de prise en compte de ce changement. Il fournit un échantillon et la fiche technique du produit afin que le Pouvoir Adjudicateur puisse s'assurer que ce produit bénéficie des mêmes caractéristiques que le produit retenu initialement au marché.

En cas d'accord du Pouvoir Adjudicateur, ce dernier notifiera l'acceptation par un courrier, qu'il transmettra, en copie, aux adhérents du GHT.

Si aucun produit de substitution ne peut convenir ou n'est proposé, chaque adhérent pourra s'approvisionner auprès d'un tiers aux frais et risques du titulaire.

Evolution technologique :

En cas d'évolution technologique, de changement de technique, ou de modification de la réglementation en cours d'exécution du marché, le titulaire aura la possibilité, après accord de la Personne Publique, de modifier ou remplacer les fournitures faisant l'objet du marché par des fournitures jugées plus performantes ou plus adaptées aux besoins, sans supplément de prix.

Dans ce cas, le titulaire est tenu de produire un certificat indiquant :

- d'une part, que cette nouvelle référence se substitue à l'ancienne pour des raisons d'innovation technologique, de changement de technique ou de modification de la réglementation ;
- d'autre part, que le prix fixé au marché pour l'ancienne référence est maintenu pour la nouvelle.

En cas d'évolution technologique majeure, d'évolution des techniques médicales, de soins ou d'analyses, ou d'évolution réglementaire, la Personne Publique se réserve le droit de résilier le marché sans indemnité après un préavis de trois mois, par dérogation à l'article 42 du CCAG FCS.

La personne Publique se réserve le droit d'acquérir auprès du titulaire retenu les fournitures nouvelles qui ne seraient pas identifiées à ce jour ; elles seront introduites au marché par voie d'avenant sous réserve que ces fournitures appartiennent à la même famille de produit et à la même catégorie homogène.

Toute évolution mentionnée supra devra être notifiée au plus tôt par le titulaire par courrier à chaque établissement du GHT concerné par le marché.

13 Développement durable

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable avec un questionnaire ou équivalent en lien avec les considérations sociales et environnementales du besoin défini dans chaque marché spécifique.

14 Constatation de l'exécution des prestations

14.1 Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service (examen sommaire) conformément aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS.

1. Vérification quantitative

Les opérations de vérification quantitative auront pour objet de contrôler la conformité entre la quantité livrée et celle indiquée sur le bon de commande.

Lorsque la quantité ne sera pas conforme à la commande, le pharmacien mettra en demeure le titulaire de l'accord-cadre :

- soit de reprendre immédiatement l'excédent si la livraison dépasse la commande ;

- soit de compléter la livraison dans les délais les plus brefs à concurrence de la quantité totale prévue à la commande.

2. Vérification qualitative

Le fournisseur s'engagera à livrer un produit conforme au spécimen ou à l'iconographie transmise pendant la durée totale de l'accord-cadre.

Ainsi, les opérations de vérification qualitative auront pour objet de contrôler la conformité des fournitures avec les spécifications de l'accord-cadre et les spécimens fournis avec l'offre, à défaut l'échange sera exigé. En cas de changement, le titulaire devra en informer au préalable impérativement le pouvoir adjudicateur.

A l'issue des opérations de vérification, le pharmacien responsable des approvisionnements prendra la décision d'admission, d'ajournement, ou de rejet. Le pharmacien responsable des approvisionnements s'engagera à effectuer les vérifications dans un délai de 15 jours à compter de la date de livraison de l'établissement partie. Passé ce délai, la décision d'admission des fournitures sera réputée acquise.

Dans tous les cas, les décisions d'admission seront prises sous réserve des vices cachés.

14.2 Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

15 Pénalités

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 1,0/500 de la valeur HT des prestations en retard.

Lorsque le délai contractuel est dépassé, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité journalière de retard, sauf en cas de prolongation du délai d'exécution (article 13.3) et de sursis à la livraison (article 20.4). Le montant de cette pénalité est calculé, à titre indicatif, par application de la formule suivante :

$$P = (V \cdot R) / 500$$

P = montant de la pénalité,

V = valeur de la partie des prestations en retard (en prix de base, hors variation de prix et hors champ d'application de la TVA),

R = nombre de jours de retard.

Lorsque le marché est divisé en lots ou commandes, assortis de délais partiels, ces dispositions sont applicables à chacun des délais, la valeur de règlement des prestations du lot ou de la commande tenant lieu de valeur de règlement de l'ensemble des prestations.

Le CCAG-FCS prévoit que si le montant total des pénalités pour l'ensemble du marché ne dépasse pas 300 € le titulaire est exonéré des pénalités.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

16 Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

17 Obligations du titulaire

Le titulaire produit dès la notification d'un marché spécifique, puis tous les 6 mois les documents visés par l'article R. 2143--6 et suivants du code de la commande publique:

Afin de simplifier et sécuriser la remise de ces documents par le titulaire, certains établissements de santé du GHT - Hôpitaux de Provence mettent à disposition la plateforme en ligne e-Attestations (<https://www.e-attestations.com>).

Cette plateforme est entièrement gratuite pour le titulaire.

18 Exclusion et Résiliation du contrat

18.1 Exclusion d'un candidat admis au SAD

Le pouvoir adjudicateur peut prononcer sans indemnité, l'exclusion à l'égard de tout candidat admis dans le SAD. Cette décision d'exclusion ne peut intervenir qu'après que l'opérateur en ait été informé et invité à présenter ses observations dans un délai de 15 jours dès réception de la décision d'exclusion. L'exclusion prend effet à la date fixée dans la décision ou à la date de notification de cette décision. Cette exclusion peut intervenir pour un candidat :

- en cas d'absence de réponses du candidat suite à 3 invitations à remettre une offre ;
- dont le marché spécifique, en tant que titulaire, a été résilié pour faute par le pouvoir adjudicateur.

18.2 Résiliation d'un marché spécifique

Il sera fait application des dispositions du chapitre 7 du CCAG Fournitures Courantes et Services.

Conformément à l'article L. 2195-4 du code de la commande publique, lorsque le titulaire du marché spécifique est, au cours de la procédure de passation ou de l'exécution du marché spécifique, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L. 2141-1 à L2141-11 du code de la commande publique ayant pour effet de l'exclure, le marché spécifique pourra être résilié pour ce motif.

Le titulaire informe sans délai l'acheteur de ce changement de situation.

18.3 Exécution par défaut

En cas d'inexécution temporaire ou mauvaise exécution de la part du fournisseur, le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit :

1° soit de décider de résilier le marché conformément aux dispositions de l'article 45 du CCAG FCS dans le cas où l'inexécution serait prolongée ou d'une particulière gravité au regard du marché

2° soit de recourir à l'exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire défaillant. Ce dernier n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché initial et qui seraient nécessaires à l'exécution de ce marché par le tiers désigné par le pouvoir adjudicateur. L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

18.4 Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

18.5 Cession

Toute modification apportée dans la forme juridique de l'entreprise titulaire devra être notifiée à l'AP-HM pour les établissements parties du GHT par lettre recommandée avec accusé de réception.

Cette lettre devra être accompagnée des documents justifiant les changements intervenus, notamment des extraits des journaux d'annonces légales dans lesquels auront été publiés les modifications et un extrait du Registre du commerce.

Il sera interdit au prestataire de céder tout ou partie du service sans y être expressément autorisé par l'AP-HM pour les établissements parties du GHT. Toute cession ou sous-traitance passée sans autorisation restera nulle et de nul effet à l'égard de l'AP-HM pour le GHT.

La résiliation ne peut être prononcée lorsque l'opérateur économique fait l'objet d'une procédure de redressement judiciaire instituée par l'article L.631-1 du code de commerce, à condition qu'il ait informé sans délai l'acheteur de son changement de situation.

Le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché spécifique, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché spécifique prononcée aux torts du titulaire.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG FCS, si le pouvoir adjudicateur résilie le marché spécifique pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation de 1%, obtenue en appliquant au montant minimum hors taxes du marché, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations admises. En cas d'atteinte du montant minimum, le titulaire ne percevra aucune indemnité.

19 Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Marseille est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

20 Dérogations

- L'article 14 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- l'article 17.5 du CCAP déroge à l'article 42 du CCAG - Fournitures Courantes et Services